

*Notice du Département politique*

CONFÉRENCE DU 16 NOVEMBRE 1942 À LA BANQUE NATIONALE À BERNE,  
CONCERNANT LE SERVICE DES PAIEMENTS FINANCIERS ET COMMERCIAUX  
ITALO-SUISSES<sup>1</sup>

ES

Présents: *Du Département fédéral de l'Economie publique:*  
MM. Hotz, Vollenweider, Gygax, Marti, Ammann.  
*De l'Office suisse de compensation:*  
MM. Mehnert et Schüle.  
*De l'Union suisse du Commerce et de l'Industrie:*  
MM. Homberger et Herold.  
*De la Banque nationale:*  
M. Motta.  
*De l'Association suisse des banquiers:*  
MM. Zoelly et Caflisch.  
*De l'Union suisse des paysans:*  
M. Borel.  
*De l'Association des compagnies d'assurance suisses concen-*  
*sionnées:*  
MM. Frölich et Guggenbühl.  
*De l'Association des maisons d'instruction et d'éducation:*  
M. Hunziker.  
*Du Département politique fédéral:*  
MM. Kohli, Humbert, Marcuard.

---

1. *Le procès-verbal de la conférence est daté du 19 novembre. D'après le code «ES» il a été rédigé par S. Marcuard.*



A 14 h. 20, *M. Hotz* ouvre la séance et met au courant les membres présents du résultat des négociations qui viennent d'avoir lieu à Rome. Il déclare qu'à la suite des récentes expériences faites, les autorités fédérales n'ont pas jugé utile d'envoyer une délégation trop nombreuse<sup>2</sup>, de crainte que l'offre des Italiens se révèle une fois de plus n'être qu'une comédie. La délégation suisse, heureusement servie par les circonstances, est parvenue cette fois, après 9 jours de négociations âpres, à obtenir des délégués italiens leur accord de principe sur la plupart des questions essentielles relatives à nos rapports commerciaux et financiers avec l'Italie<sup>3</sup>. Cette entente, de part et d'autre, a été consacrée dans un protocole confidentiel qui fut signé le 12 novembre à Rome<sup>4</sup> entre les chefs de délégation, MM. Hotz et Giannini. Une nouvelle délégation suisse partira pour Rome le 18 novembre et aura pour mission de régler les modalités techniques de l'application pratique des questions dont le principe est déjà admis<sup>5</sup>.

*M. Hotz* donne lecture du protocole en question; il le commente. Il souligne que les efforts de la délégation suisse ont tendu, d'une part à assurer une base favorable aux échanges commerciaux italo-suisse, d'autre part à obtenir que le 15% des sommes versées à la Banque nationale soit employé comme par avant au paiement des créances financières. Sur ces deux points essentiels, les délégués suisses ont obtenu gain de cause moyennant les concessions suivantes:

a) ouverture au compte spécial n° II d'un crédit en faveur du Gouvernement italien jusqu'à concurrence de 65 millions;

b) préalablement à toute autre opération, prélèvement mensuel sur les sommes versées à la Banque nationale d'un montant global de Fr.s. 4 200 000.-.

Ces résultats ne furent pas obtenus sans peine, les Italiens ayant fait preuve d'intransigeance jusqu'au dernier jour des négociations. Ils n'ont pas manqué de répéter une fois de plus que nous les traitions comme une quantité négligeable et qu'alors que nous étions plus que généreux dans l'octroi de crédits envers l'Allemagne, nous nous montrions chiches envers l'Italie. Ces déclarations sont sans fondement, le total des crédits que nous faisons à l'Italie sous diverses formes dépassant ceux que nous consentons à l'Allemagne.

A côté de ces questions vitales, d'autres encore furent réglées de façon satisfaisante telles que

1. l'amortissement du solde du compte spécial n° I,
2. le maintien du rapport de 1 à 1 dans la constitution des «lire miste»<sup>6</sup>,
3. certaines assurances concernant le rachat des coupons des titres d'emprunts italiens émis à l'étranger et non libellés en lires,
4. le règlement des paiements pour l'aluminium par le compte spécial n° II, pour les livraisons de pyrites par la voie du compte A.

2. Cette délégation était composée de *J. Hotz*, *H. Homberger* et *R. Kohli*. Cf. *PVCF* N° 1791 du 30 octobre (E 1004.1 1/426), qui contient aussi les instructions du Conseil fédéral à la délégation. Ces instructions sont résumées dans l'annexe I au présent document.

3. Pour un bilan des négociations de Rome, cf. aussi l'annexe I au présent document.

4. K I.1100.

5. Sur le résultat de ces nouvelles négociations, cf. l'annexe II au présent document.

6. A ce sujet, cf. *DDS*, vol. 13, N° 322 (en particulier le paragraphe sur les transferts financiers) et la circulaire de l'OSC sur l'accord italo-suisse du 22 juin 1940, E 2001 (E) 2/626.

M. Hotz signale que la tâche de la délégation qui partira prochainement n'est pas simple; il convient d'éviter que la discussion des modalités techniques ne provoque par défaut d'entente le rejet définitif de questions dont le principe était admis. Il faut nous souvenir que notre situation à l'ouest et au nord est de jour en jour plus difficile; il est donc heureux que nous puissions maintenir le régime contractuel existant avec l'Italie jusqu'en 1943.

*M. Homberger* décrit l'atmosphère dans laquelle se sont déroulées les récentes négociations. Il relève que depuis un an l'Italie fait preuve à notre égard d'intransigeance; pour faire pression sur nous, elle a tantôt dénoncé ses accords avec notre pays, tantôt elle s'est servie du contre-blocus. En dépit de notre situation sans cesse plus grave, elle n'est pas parvenue à nous intimider et elle s'en est sentie blessée. Les accords qu'elle dénonçait, elle a dû ensuite les proroger et n'a pu tirer la conséquence dernière du geste qu'elle avait esquissé; ceci l'a également atteinte dans son amour-propre. Enfin, dans ces dernières négociations, l'Italie nous a posé des conditions très claires, nous ne les avons pas acceptées, elle les a maintenues en dépit de notre refus et le dernier jour elle a cependant dû céder. Cette volte-face a fait dire à M. Giannini que «le ridicule tue même les Etats». Cette phrase est représentative du dépit éprouvé par les délégués italiens qui, une fois de plus, devaient revenir sur une décision prise. Il était clair que l'Italie n'avait cédé que sous la pression allemande; cette protection intéressée de l'Allemagne est sous plus d'un aspect désagréable.

D'autre part, les circonstances nous ont été favorables; nous sommes en effet arrivés à Rome pour négocier avant les derniers événements, soit avant l'occupation totale de la France par l'Allemagne<sup>7</sup>. Aussi n'avons-nous pas eu l'air d'être poussés par l'angoisse d'un encerclement plus complet. Par contre, au moment où nous avons accordé à l'Italie un nouveau crédit de 65 millions, elle avait subi de durs revers et il paraissait clairement que ses défaites iraient en s'aggravant au cours de l'hiver. Notre attitude a donc été particulièrement appréciée. Enfin, il était bon que nous arrivions à un accord avec l'Italie avant que ce pays n'entame des négociations avec l'Allemagne; après celles-ci il est probable que l'Italie n'aura plus grand'chose à donner, mieux valait donc négocier avant.

*M. Kohli* indique que ce ne fut pas sans peine que l'on obtint de la délégation italienne le maintien de la quote-part de 15% en faveur des créanciers financiers<sup>8</sup>. Au début des pourparlers, les Italiens proposèrent 5%, puis 8% et ce n'est que le 9<sup>e</sup> jour qu'ils consentirent à maintenir la quote de 15%. A cette occasion, ils ont invoqué que l'Allemagne ne nous accordait pour le transfert des intérêts de titres à revenus fixes qu'une quote de 2% et pour les intérêts des titres à revenus variables une quote de 1<sup>1</sup>/<sub>4</sub>%, à laquelle venait s'ajouter <sup>1</sup>/<sub>7</sub> de la différence entre le dividende net et la quote précitée, la somme ainsi transférée ne devant dépasser un intérêt de 4<sup>1</sup>/<sub>2</sub>%.

De notre côté, nous avons fait valoir qu'il était peu logique de demander d'une part des sacrifices aux créanciers financiers, d'autre part de nouveaux crédits et qu'il était de l'intérêt de l'Italie même de maintenir la forte position

7. Le 11 novembre, la Wehrmacht a franchi la ligne de démarcation et occupé la «zone libre».

8. Sur les revendications des créanciers financiers, cf. N<sup>o</sup> 198 et annexe.

dont elle jouissait en Suisse du fait qu'elle avait tenu ses engagements jusqu'à ce jour. La quote qui en fin de compte put être obtenue mettra à disposition des créanciers financiers mensuellement une somme d'environ 23 millions, au lieu des 27 à 28 millions qui seraient nécessaires. Il ne sera donc plus possible de transférer le 100% des créances financières.

Pour ce qui est des «lire miste»<sup>9</sup>, l'Istcambi n'a pas manqué de faire une forte opposition et de proposer que ces liras soient constituées grâce à  $\frac{1}{3}$  de «lire vecchia» et  $\frac{2}{3}$  de devises librement transférables; nous avons néanmoins obtenu que le rapport de 1 à 1 soit maintenu jusqu'à fin 1943.

En ce qui concerne le rachat des coupons des titres d'emprunts italiens émis à l'étranger et non libellés en liras, la délégation adverse, se fondant sur la législation italienne qui prévoit que le service de ces emprunts n'est plus assuré, a tenté d'éluder cette question. Nous avons toutefois insisté pour que l'on en arrive à un règlement définitif sur ce point, ce qui n'a malheureusement pas été possible. La délégation italienne a simplement consenti à ce que le système en vigueur, tel qu'exposé dans la lettre du 22 octobre 1940 à la Banque fédérale à Zurich, devienne partie intégrante du protocole signé en date du 12 novembre 1942. Au cas où le système précité devrait être suspendu d'un côté ou de l'autre, les deux Gouvernements s'entendront sur les mesures à adopter.

Dans le domaine des assurances, la délégation italienne a préconisé la création de comptes spéciaux en faveur de cette catégorie de paiements (Italie-Suisse: paiements de primes dues par des citoyens suisses résidant en Italie à des sociétés suisses d'assurances et paiements par des sociétés d'assurances italiennes à des Suisses résidant en Suisse – Suisse-Italie: prestations dues par la Suva<sup>10</sup> en Italie). Nous avons aussitôt fait nos propositions. Les Italiens ont alors retiré les leurs et ont préféré maintenir le statu quo ante. Cette solution nous a paru satisfaisante, du fait que nous disposons d'un gage constitué par les prestations de la Suva.

[...]

La séance est levée à 17 h. 30.

#### ANNEXE I

E 1004.1 1/427

#### CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 17 novembre 1942*<sup>11</sup>

1946. Italien, Verhandlungen

*Vertraulich*

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 14. November 1942

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«I. Durch Ihren Beschluss vom 30. vor. Mts.<sup>12</sup> gaben Sie der Verhandlungsdelegation beste-

9. Cf. note 6 ci-dessus.

10. Abréviation allemande de la Caisse nationale suisse d'assurances en cas d'accidents.

11. Absent: Celio.

12. Cf. note 2 ci-dessus.

hend aus den HH. Direktor Hotz, Direktor Homberger und Legationsrat Kohli die Instruktion auf folgender Basis mit Italien eine Verständigung in wirtschaftlicher Hinsicht zu erreichen:

a) *Bankenkredit*:<sup>13</sup> Es soll Italien gestattet werden, über die Hälfte des dem schweizer. Bankenkonsortium verpfändeten Gold für die Bankenanleihe von 125 Mo. Fr. zu verfügen; an Stelle der Golddeckung wäre die Schweiz bereit italienische Schatzscheine, auf Schweizerfranken lautend, anzunehmen. Die Banken hatten sich bereit erklärt, auf die Golddeckung bis zu 75 Mo. Fr. zu verzichten.

b) *Clearingkredit*: Sofern sich bei den Verhandlungen erweisen sollte, dass mit dem Italien schon bisher gemachten Angebot von 50 Millionen Fr. das Ziel nicht erreicht werden könnte, wäre in Aussicht zu nehmen, äusserstenfalls bis auf 75 Millionen Fr. zu gehen. Damit würde sich der bisherige schweizerische Clearingkredit von 150 Millionen Fr. zum Ankauf bestimmter Waren auf 225 Millionen Fr. erhöhen.

c) *Finanztransfer*: Der bisherige Satz von 15% der Einzahlungen ins Clearing sollte wenn immer möglich beibehalten werden können.

d) *Warenaustausch*: Die noch offenen Fragen hinsichtlich der Belieferung der Schweiz mit gewissen wichtigen italienischen Rohstoffen und Halbfabrikaten sollten im Sinne der schweizerischen Anträge erledigt werden.

e) *Clearing*: Das bisherige Clearingabkommen von 1935<sup>14</sup> soll nicht durch ein neues Abkommen ersetzt werden; dagegen sind einige italienische Abänderungswünsche hinsichtlich des Versicherungstransfers, des Reiseverkehrs, der Zahlungen für diplomatische und konsularische Vertretungen und der sogenannten «Lire miste» angemessen zu berücksichtigen. Das sogenannte Spezialkonto I (Frachtausgleichkonto) soll fortan durch direkte Zuweisungen aus dem allgemeinen Clearingkonto gespeist und der darauf aufgelaufene Saldo soll nach und nach amortisiert werden.

II. Die Verhandlungen haben nun vom 4. bis 12. November a.c. in Rom stattgefunden und führten am 12. dies zur Unterzeichnung eines «Protocole concernant les questions principales à régler entre la Suisse et l'Italie»<sup>15</sup>. Ferner gab die italienische Regierung durch ein Schreiben des italienischen Delegations-Chefs ihre Zustimmung, das Protokoll vom 12. Oktober 1942 betreffend Lockerung der Gegenblockade, vorbehaltlich der deutschen Zustimmung, bis Ende 1943 zu verlängern. Das erzielte Resultat darf für beide Teile als befriedigend bezeichnet werden, wie aus folgenden Ausführungen hervorgeht.

a) *Bankenkredit*: Hier sah sich die Delegation veranlasst, statt auf nur 62,5 Millionen Gold-Entlassung aus der Bankenkredit-Deckung auf 75 Millionen zu gehen. Auf der andern Seite gewährt die Schweiz Italien nicht den in Aussicht genommenen neuen

b) *Clearing-Kredit* von 75 Millionen Fr., sondern nur einen solchen von 65 Millionen Fr. Nach dem Gang der Verhandlungen in London<sup>16</sup> muss damit gerechnet werden, dass unsere Lieferungen kriegswichtiger Waren an die Achse auf einen Plafonds beschränkt werden müssen. Wir haben daher alles Interesse die Disponibilitäten auf dem Spezialkonto II möglichst niedrig zu halten. Aus diesen Gründen haben wir auch strikte daran festgehalten, dass ab 1. Januar 1943 unsere Aluminium-Lieferungen nach Italien nicht mehr mit Pyrit und Tonerde *direkt* kompensiert werden, sondern wie früher wiederum zu Lasten des Spezialkontos II gehen müssen. Dieses Resultat konnte nur gegen einen hartnäckigen italienischen Widerstand erreicht werden.

c) *Finanztransfer*: Es bleibt beim 15% Anteil der Finanzgläubiger mit der Änderung, dass fortan monatlich 4,2 Millionen Fr. ohne Schlüsselung *direkt* dem Warenkonto gutgeschrieben werden. Es ist zu hoffen, dass durch diese Regelung die Finanzgläubiger mit ca. <sup>2</sup>/<sub>3</sub> ihrer Zinsforde-

13. Cf. *notamment* N° 57.

14. Cf. *DDS*, vol. 11: 15.1. *Italie. Relations commerciales et financières et accord de clearing*.

15. Cf. *note* 4 *ci-dessus*.

16. Cf. *table méthodique*: 2.10.1. *Négociations économiques et financières à Londres. Le résultat des négociations avec l'Italie est d'ailleurs communiqué à la Légation de Suisse à Londres, par télégramme de la Division du Commerce du 18 novembre* (E 7800/1/24).

rungen befriedigt werden können. Auch die bisherige Regelung für die «Lire miste» konnte mit dem bisherigen Verhältnis von ein Teil Lire Vecchie und ein Teil freie Devisen aufrecht erhalten werden. Ferner konnte für die Zinsen der im Ausland emittierten italienischen Anleihen, die auf eine Fremdwährung lauten, eine befriedigende Transferregelung gefunden werden.

III. d) *Warenaustausch*: Auch hier darf das erzielte Resultat als befriedigend bezeichnet werden. Die getroffenen Vereinbarungen dürften unserem Warenverkehr wiederum eine annähernd genügende Basis liefern und uns vor allem wiederum aus den Fesseln des Kompensationsverkehrs befreien. Dagegen bleiben die bereits abgeschlossenen oder in Behandlung stehenden Einzelkompensationen weiter bestehen und insbesondere für wichtige Rohstoffe und Halbfabrikate konnten wichtige italienische Lieferungsversprechen erreicht werden (Pyrit, Schwefel, Hanf, Textilien etc.). Dabei ist es gelungen, die sehr bemerkenswerten Textilkontingente ohne die Zulieferung von Soda durchzusetzen. Wichtig ist vor allem die erzielte Verlängerung des Aluminium/Tonerde-Abkommens bis Ende 1943, wobei, wie bereits ausgeführt, das Italien zu liefernde Aluminium wiederum dem Spezialkonto II belastet werden kann. Im übrigen bleibt es beim bisherigen Verhältnis von  $\frac{2}{3}$  des fertigen Aluminiums für Italien und  $\frac{1}{3}$  für uns, entsprechend der mit Deutschland getroffenen Regelung. Von Bedeutung ist Punkt g/I, wonach für das Warenkonto A eine Zahlungsfrist von 4 Monaten vorgesehen wird; sollte mangels ungenügender italienischer Lieferungen diese Frist überschritten werden, ist die Möglichkeit einer Reduktion der schweizerischen Ausfuhrkontingente vorgesehen. Schweizerischerseits musste eine erhöhte Ausfuhr für Werkzeugmaschinen und andere Maschinen zugestanden werden, die sich aber in durchaus tragbarem Rahmen bewegen. Schliesslich haben wir einer Ausfuhrsperrung schweizerischer Golduhren für solange zugestimmt, als der Verkauf von Golduhren in Italien verboten bleibt. Dagegen dürfte für die gewöhnlichen Uhren ein erhöhtes Kontingent resultieren. Die Regelung der Farbensausfuhr nach Italien ist auf den Weg privater Besprechungen verwiesen.

IV. e) *Übrige Clearingfragen*: Bezüglich des Versicherungsverkehrs bleibt es beim status quo. Für den Reiseverkehr besteht die einzige Änderung darin, dass in Zukunft monatlich Fr. 300 000 für Zahlungen für Erholungs-, Studien- und Erziehungsaufenthalte über Clearing gehen. Ferner haben wir einer monatlichen Summe von Fr. 400 000 über Clearing zugestimmt, für die Zahlungen für die italienische Gesandtschaft und Konsulate etc. Schliesslich ist es gelungen, für das Spezialkonto I eine angemessene Regelung zu treffen, in der Weise, dass monatlich zu dessen Speisung und Amortisation 3,5 Millionen Fr., wovon 1 Million Fr. für Amortisation verwendet werden. Leider war es nicht möglich, das sog. Kriegsschädenabkommen definitiv unter Dach zu bringen; es konnte nur paraphiert werden und wird erst in Kraft gesetzt werden können, wenn die Zustimmung des italienischen Finanzministeriums vorliegt. Der italienische Delegationschef wird alles tun, um hier zu einem positiven Resultat zu gelangen.»

Gestützt auf obige Ausführungen wird antragsgemäss

*beschlossen:*

1. Dem am 12. November a.c. in Rom abgeschlossenen Protokoll betr. die hauptsächlichsten, zwischen der Schweiz und Italien zu regelnden Fragen wird zugestimmt;

2. Die Regelung der noch offenen, vornehmlich technischen Fragen (Anpassung der bestehenden Abkommen an die neue Situation) wird den am 30. Oktober bezeichneten Delegierten und Experten übertragen; die betreffenden Besprechungen sind für den Zeitraum vom 18. bis 22. ds. in Rom vereinbart worden.

3. Neben den Herren J. Vollenweider, Dr. Gyax, Dr. Herold, Dr. Zoelly, werden als weitere Delegierte bezeichnet, die Herren Dr. Borel vom schweizer. Bauernsekretariat Brugg und Dr. W. Hunziker, Direktor des schweizer. Fremdenverkehrsverbandes, Bern.

## ANNEXE II

E 1004.1 1/427

*CONSEIL FÉDÉRAL*  
*Procès-verbal de la séance du 27 novembre 1942*

1988. Italien-Wirtschaftsverhandlungen

*Vertraulich*

Volkswirtschaftsdepartement. Antrag vom 25. November 1942

Das Volkswirtschaftsdepartement berichtet:

«In unserem Bericht vom 14. November<sup>17</sup> haben wir über das Ergebnis der Wirtschaftsbesprechungen in Rom berichtet, welche zu einer Verständigung über die wichtigsten offenen Fragen in unserem Waren- und Zahlungsverkehr mit Italien geführt haben. Die getroffene Regelung ist lediglich in einem Beschluss-Protokoll vom 12. November<sup>18</sup> festgehalten worden, welches Sie in Ihrer Sitzung vom 17. November genehmigt haben.

Inzwischen hat sich, gemäss Ihrem Beschluss vom gleichen Tage eine schweizerische Delegation nach Rom begeben, um den Inhalt des Beschluss-Protokolls vom 12. November in die übliche Form von handelsvertraglichen Vereinbarungen zu bringen. Die Verhandlungen dieser Delegation wurden am 22. November durch die Unterzeichnung einer Reihe von Vertragstexten abgeschlossen. Diese Vertragstexte stimmen materiell mit dem Inhalt des Beschluss-Protokolls vom 12. November mit geringfügigen Abweichungen und Ergänzungen überein. Es handelt sich um folgende Vertragsstücke:

1. Zweites Zusatz-Abkommen zum Clearing-Vertrag vom 3. Dezember 1935<sup>19</sup>.
2. Vertrauliches Zeichnungs-Protokoll zum zweiten Zusatz-Abkommen<sup>20</sup>.
3. Vertrauliches Zeichnungs-Protokoll zum Vertrag vom 22. Juni 1940 betreffend den Transfer schweizerischer Zins- und Dividenden-Guthaben<sup>21</sup>.
4. Notenwechsel zwischen den Vorsitzenden der Delegationen betreffend die Erhöhung des Clearing-Kredites auf Spezialkonto II<sup>22</sup>.
5. Notenwechsel zwischen den Delegations-Vorsitzenden betreffend die Abänderung des Notenwechsels vom 27. Dezember 1937 über die Kursgarantie des Istituto Scambi<sup>23</sup>.
6. Protokoll über die erste Sitzung der ständigen gemischten schweizerisch-italienischen Wirtschaftskommission<sup>24</sup>.

Die unter Ziff. 1 und 5 hiervor genannten Vertragsstücke sind in die öffentliche Gesetzsammlung aufzunehmen, während die übrigen Vereinbarungen vertraulicher Natur sind und in keiner Weise publiziert werden dürfen.

Mit dem Abschluss dieser Vertragsstücke, welche am 22. November durch den italienischen Delegationsvorsitzenden, Botschafter Giannini in Rom und zwei Tage später (unter gleichem Datum) durch den schweizerischen Delegationsvorsitzenden in Bern unterzeichnet wurden, sind die schweizerisch-italienischen Wirtschaftsbeziehungen bis Ende des Jahres 1943 neu geregelt. Es bleibt abzuwarten, wie sich die getroffene Regelung auswirken wird, was insbesondere davon abhängig sein wird, in welchem Umfange Italien in der Lage ist, uns Waren zu liefern, welche bekanntlich nicht nur für unsere Landesversorgung wichtig sind, sondern im Clearing-Verkehr Zahlungsmittel dar-

---

17. Cf. *annexe I au document principal*.

18. Cf. *note 4 ci-dessus*.

19. Cf. *DDS, vol. 11, N° 190*. K I.1086.

20. K I.1102.

21. Cf. *DDS, vol. 13, N° 322*.

22. Cf. *aussi DDS, vol. 13, Nos 268, 354 et 427*.

23. K I.1093.

24. Cf. *aussi E 2200 Rom 26/3-4*.

stellen. Nach den bestehenden Vereinbarungen soll, wenn die italienische Ausfuhr in die Schweiz den in den Verträgen angenommenen Umfang erreicht der schweizerische Export ungefähr im bisherigen Umfang aufrecht erhalten werden können. Es sind indessen Klauseln in die Vereinbarungen aufgenommen worden, nach denen die schweizerische Ausfuhr bei sinkenden italienischen Lieferungen reduziert, bei steigenden italienischen Lieferungen gegebenenfalls erhöht werden kann.

Die für das nächste Jahr veranschlagten italienischen Importe reichen nicht mehr aus, um die schweizerischen Vermögenserträge auf Kapitalanlagen in Italien im bisherigen 100%igen Umfang zu überweisen. Zwar wurde der bisherige Anteil der Finanzgläubiger an den Clearing-Einnahmen von 15% grundsätzlich aufrecht erhalten, aber einmal reichte dieser Satz schon nach dem bisherigen Abkommen angesichts der sinkenden Clearing-Einnahmen nicht mehr für eine volle Transferierung aus, andererseits werden dem Clearing-Konto vor Abzweigung der 15% an die Finanzgläubiger monatlich 4,2 Millionen Franken belastet (wie bereits in unserem Bericht vom 14. November angeführt), sodass mit einer reduzierten Überweisung der Vermögenserträge zum vorneherein zu rechnen war. Es ist in den jüngsten Besprechungen in Rom vereinbart worden, dass die schweizerischen Finanzgläubiger bis Ende 1943 50% ihrer Ansprüche im Clearing überwiesen erhalten, während 50% in Italien zur Verwendung im Inland bleiben müssen. Die nicht transferierte Hälfte der schweizerischen Vermögenserträge kann unter anderm zu Reisezwecken und Zahlungen der Eidgenossenschaft für ihre Gesandtschaft, ihre Konsulate etc. verwendet werden, unter der Voraussetzung, dass die Hälfte der betreffenden Zahlungen in freien Devisen geleistet wird (Lire miste)<sup>25</sup>. Dadurch, dass das Mischungsverhältnis zwischen Inland-Liren und freien Devisen nach wie vor auf 1:1 gehalten werden konnte, werden die schweizerischen Finanzgläubiger für die in Italien bleibende Hälfte ihrer Guthaben immerhin noch einen angemessenen Liquidationskurs erhalten.

In Abweichung von der allgemeinen Vertragsregelung werden Dividenden auf italienischen Aktien sowie Zinscoupons auf den sogenannten Dollar-Anleihen noch zu 100% transferiert, soweit es sich um Erträge handelt, die vor dem 30. Juni a.c. fällig waren.

Die rechtzeitige Überweisung dieser Erträge wurde durch italienische Massnahmen gehindert, sodass es ein Gebot der Billigkeit war, die betreffenden schweizerischen Gläubiger nachträglich in ihre Rechte wieder einzusetzen, d. h. den Zustand herbeizuführen, welcher massgebend gewesen wäre, wenn die italienischen Massnahmen die rechtzeitige Überweisung der Erträge nicht verhindert hätten.

Leider konnte keine Einigung über das sogenannte Kriegsschadenabkommen<sup>26</sup> erzielt werden. Dieses ist in den Verhandlungen, welche zum Abschluss des Beschluss-Protokolls vom 12. November führten, nur paraphiert worden. In den letzten Besprechungen teilte der italienische Delegationsführer mit, dass die noch ausstehende Unterschrift des Finanzministeriums, mit welcher das Abkommen perfekt geworden wäre, *nicht* erhältlich sei. Nach Fühlungnahme mit dem Politischen Departement haben wir indessen den Abschluss der übrigen Verhandlungen von der Regelung dieser Frage nicht abhängig machen wollen. Sie ist infolgedessen weiterhin offen.»

Gestützt auf diese Ausführungen wird antragsgemäss

*beschlossen:*

1. Die oben unter Ziff. 1-6 aufgeführten Vereinbarungen werden genehmigt.
2. Das zweite Zusatz-Abkommen zum Clearing-Vertrag vom 3. Dezember 1935 und der Notenwechsel zwischen den Vorsitzenden der Delegationen betreffend die Abänderung des Notenwechsels vom 27. Dezember 1937 über die Kursgarantie des Istituto Scambi sind in die amtliche Gesetzsammlung aufzunehmen<sup>27</sup>.

25. Cf. note 6 ci-dessus.

26. Cf. E 2200 Rom 26/4.

27. Cf. note 20 et note 24 ci-dessus.